

Les pages qui suivent **ne sont pas** une description de toute la Colombie.

Ce sont simplement des chiffres, des statistiques - le plus souvent repris de la Presse colombienne - concernant la situation humanitaire et sociale dans le pays, qu'il faut connaître pour appréhender la complexité du problème qui nous préoccupe : la libération d'Ingrid Betancourt, de Clara Rojas et des 3.000 autres otages.

Les colombiens sont près de 42 millions de personnes parmi lesquelles une énorme majorité, tout comme les européens quelques décennies auparavant, ne rêve que de paix et de réconciliation.

C'est une nation qui comme d'autres sait aussi rayonner sur la scène internationale, et ce dans différents domaines : l'art, la littérature, la science, le sport...

Malheureusement il y a également une réalité, parfois difficile à accepter par certains, qui ternit l'image de ce pays. Pour la combattre, il faut d'abord la connaître, la reconnaître, et la comprendre.

La Colombie



1 139 000 kilomètres carrés
(deux fois la France)

48 % de forêts, 39 % de
pâturages, 4 % de terres
arables.

40,3 millions d'habitants
(estimation 2001) dont

58 % de Métis,
20 % de Blancs,
14 % de Mulâtres,
1 % d'Indiens et
4 % de Noirs

Colombie : de tristes records

le taux le plus élevé d'enlèvements (80% de tous les enlèvements au monde),

le plus grand nombre d'enfants enrôlés dans les mouvements armés

un nombre de civils tués équivalant aux morts des guerres de haute intensité

4 millions de Colombiens ont pris le chemin de l'exil

plus de 2 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays.

le plus grand nombre de syndicalistes et de journalistes assassinés.

Sources :
L'Express mars 2002
Fondacion Pais Libre
Fédération centrale des syndicats colombiens -

Colombie : une très grave crise humanitaire et sociale

Déplacement forcé :

plus de 350 000 nouveaux déplacés entre janvier et septembre 2002, en plus des 2 millions de personnes reconnues par le Réseau de Solidarité

Homicides :

28.230 (janvier à septembre 2002) parmi lesquels 4 à 5.000 liés directement au conflit.

Terrorisme

des dizaines d'attentats et de bombes qui ont coûté la vie à des milliers de civils innocents.

Kidnapping :

- 2.931 "déclarés" (jan. - sept. 2002)
- 4.200 noms (Las voces del secuestro)

Droit à une vie digne

- 9.000.000 de personnes (22 % de la population) sont dans une situation d'extrême pauvreté
- 21.000.000 (54,9 % de la population) ont un revenu inférieur au salaire minimum.
- 27,6% de la population ne gagne même pas 1\$ par jour et n'ont pas accès aux services publics de base comme l'éducation, les soins de santé ou des conditions minimales de salubrité.

(Source : El Tiempo 20 jan 03 / HRW dec. 2002)

Colombie : les Droits Humains bafoués

Violations du droit international humanitaire : Impunité :

près d'une cinquantaine d'attaques avec des bombes, attentats sur des ambulances et hôpitaux, exécutions sommaires, pratiquement 6.000 enfants enrôlés par les groupes armés.

HRW 2002 : de janvier à novembre 2002) : dans la majorité des cas d'assassinats sélectifs :

Liberté de la presse ? liberté syndicale ?

- au moins 114 journalistes et 3.800 syndicalistes au cours des 14 dernières années ; neuf syndicalistes auraient été abattus au cours des deux premiers mois de 2003

- 16 défenseurs des droits de l'homme,
- un archevêque,
- 11 pères,
- une religieuse,
- 20 pasteurs protestants et 2 Pentecôtistes, et
- près de 150 syndicalistes

Massacres :

- 2002 : 112 massacres faisant 666 morts
- 2001 : 185 faisant 1.039 morts
- cette légère diminution semble due au fait que les paramilitaires, principaux auteurs, semblent avoir opté pour l'assassinat sélectif

officiellement : il n'y a pas de responsable

(Source : El Tiempo 20 jan 03 / HRW dec. 2002)

Colombie : une démocratie empêchée

Dans les zones qu'ils contrôlent, les guérilleros veulent supprimer par la force tout «représentant de l'Etat bourgeois propriétaire»

Les élus locaux font l'objet de chantages contradictoires : celui des Farc qui met en balance leur vie contre leur démission, celui des paramilitaires qui prétend les contraindre à ne pas démissionner en échange de leur vie.

Menaces contre les élus

Entre 1998 et 2002 :

- 52 maires ont été assassinés - dont 10 en 2002 (et 54 membres de conseils municipaux)
- 550 agents locaux sont l'objet de menaces sur eux ou leur famille;
- 300 d'entre eux ont du quitter leur ville et la gèrent depuis une grande ville où ils se sont réfugiés.

A la fin de la campagne présidentielle début juin 2002 :

- près de 70 des 1 097 maires du pays avaient du présenter leur démission;
- plus de 180 avaient choisi de se réfugier dans les grandes villes

La plupart des menaces sont exercées par les FARC - mais également par l'ELN et par les groupes d'auto-défense AUC (paramilitaires d'extrême-droite)

Kidnapping d'une candidate présidentielle

Ingrid Betancourt, kidnappée au début de la campagne électorale le 23 février 2002

(Source : El Colombiano 20 nov 02 / Fedemunicipios, la fédération nationale de élus

Colombie : 80 pour cent de tous les kidnappings au monde

Chaque année, plus de 3 000 personnes sont enlevées en Colombie.

Entre janvier et septembre 2002 :

- Les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et l'ELN (Armée de libération nationale) en détiendraient 1238
- Les groupes paramilitaires d'extrême droite et la délinquance commune près de 2000
- Cette «industrie» générerait près de 15 millions d'euros par an pour les ravisseurs

(Source : El Espectador 20 septembre 2002)

Depuis janvier jusqu'à septembre 2002 il y a eu en Colombie 2.253 kidnappings :

- 121 à caractère politique, dont celui d'Ingrid Betancourt et de Clara Rojas
- 1.211 à caractère économique;
- 775 kidnappings "simples" et
- 86 non-définis

Les enfants sont les premières victimes des kidnappings :

depuis le début de l'année on compte officiellement 1734 enlèvements, dont 34% par les FARCs. Sur les 207 personnes enlevées en juillet, 27 avaient moins de 18 ans

(Source : El Tiempo 17 aout 2002)

Colombie : la guerilla

Les Farc

- marxistes, fondés en 1964
- 17 à 20.000 combattant(e)s
- une partie de leur financement provient d'un impôt prélevé sur la coca, auquel s'ajoute une politique d'enlèvements contre rançon

L'ELN

- guévariste, fondés en 1965
- 4 à 5000 combattant(e)s
- trouve le gros de son financement dans « l'impôt de guerre » des compagnies pétrolières. Pratique également l'enlèvement contre rançon.

Autres (EPL, ...)

(Source : Monde Diplomatique 2001 / HRW rapport 2000)

Colombie : principales concentrations militaires en janvier 2000



(Source : Monde Diplomatique 2001 / HRW rapport 2000)

Colombie : les paramilitaires d'extrême-droite

- nés à la fin des années 60, dans le cadre d'une politique recommandée par les conseillers américains pour « casser » toute velléité de transformation sociale
- originaires des milices privées que certaines familles et trafiquants payaient pour protéger leurs intérêts des attaques des guérillas et de leurs rivaux
- contrôlent aujourd'hui une grande partie des cultures et des laboratoires de transformation de drogue en Colombie.
- selon un article paru dans Le Monde du 29 mai 2002, 60 % de la production de drogue colombienne se situerait dans des territoires contrôlés par les paramilitaires
- bras armé des narcotrafiquants à partir de 1985,
- supplétifs de l'armée pour mener la « guerre sale » contre les bases sociales de la guérilla
- regroupés depuis avril 1997 au sein des Autodéfenses unies de Colombie (AUC)
- entretiennent des liens étroits avec l'armée colombienne : échange d'informations, opérations conjointes; fourniture d'armes et de munitions, assistance avec des hélicoptères
- D'après Amnesty International, responsables de 85% des atteintes aux Droits Humains en Colombie

(Sources : Monde Diplomatique 2001
 HRW rapport 2000,
 Radio Canada 2002)

L'implication des USA : le Plan Colombie (juin 98, président Pastrana)

Officiellement :

- Renforcement des infrastructures judiciaires colombiennes
- Aide aux paysans et encouragement aux cultures de substitution
- Développement et protection des droits de la personne
- Aide aux réfugiés
- Équipement militaire et entraînement des soldats et policiers engagés dans la lutte contre la drogue et les FARC

En réalité :

- Pastrana ne reçut de Washington que des stocks d'armes et du matériel militaire
- Sur le milliard de dollars octroyé par le Congrès des États-Unis, seuls 860 millions se sont réellement rendus en Colombie
- Les trois quarts ont été consacrés à l'achat d'équipement militaire américain et à l'entraînement de soldats et de policiers; près de 40% ont servi à l'achat d'hélicoptères de combat BlackHawk
- Après que certains politiciens colombiens eurent financé leur campagne électorale et que des officiers colombiens eurent détourné plusieurs millions à des fins personnelles, il ne resta de ce milliard de dollars américains que 67 millions (moins de 8 %) pour venir en aide aux paysans colombiens et les inciter à migrer vers d'autres cultures que la coca

(Source : Radio Canada 2002)

L'implication des USA : la fumigation des plants de coca

Les autorités colombiennes font un usage abondant d'herbicides :

- le paraquat (agent orange utilisé au Vietnam),
- le glyphosate (Roundup),
- le Garlon 4.
- des pesticides encore plus toxiques, comme le Tebuthiuron et l'Imazapyr
- Washington propose aujourd'hui l'utilisation d'un champignon pathogène (*Fusarium oxysporum*) génétiquement modifié

Conséquences :

- destruction de nombreuses plantations "licites" situées dans les mêmes zones
- constatation des taux élevés de cancers et de maladies respiratoires et cutanées dans les régions fumigées

Remarque :

La fumigation est pratiquée sur les zones potentiellement productrices de coca dans la région tenue par les Farc - les plantations se trouvant dans les zones tenues par les paramilitaires ne sont pratiquement pas touchées

(Source : Radio Canada 2002)